

Le taux d'investissement des entreprises a atteint un plus haut en 2016, du fait surtout d'une croissance tendancielle des dépenses en services

Le taux d'investissement des entreprises non financières, qui mesure le rapport entre leur formation brute de capital fixe et leur valeur ajoutée, a atteint 21,7 % en 2016, dépassant le point haut de 2008. Ce nouveau record s'inscrit dans un contexte conjoncturel favorable mais reflète aussi une augmentation tendancielle depuis le début des années 1980.

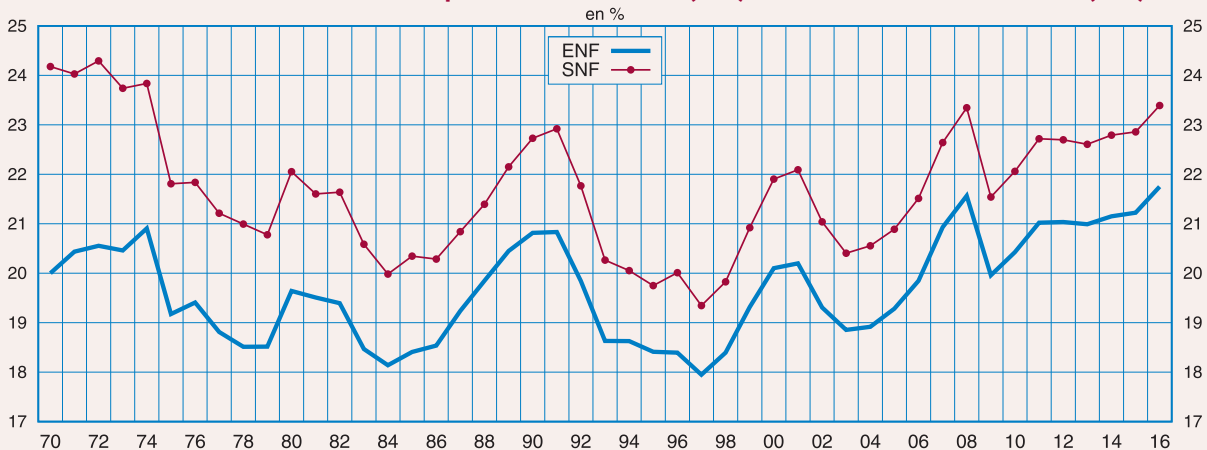
En effet, en près de quarante ans, les entreprises ont intensifié leur investissement en recherche-développement (R&D) et en logiciels. L'industrie, notamment, a fortement augmenté son effort de R&D. Ainsi, malgré la diminution de son poids dans l'économie, elle a contribué à augmenter le taux d'investissement de l'ensemble des entreprises. Surtout, la place des services informatiques dans les processus de production a continuellement progressé. Les entreprises ont de plus en plus recours aux services des entreprises du numérique et accordent une place croissante dans leur production au développement de logiciels spécifiques.

Le taux d'investissement des entreprises non financières (ENF), calculé comme le rapport entre leur formation brute de capital fixe (cf. *Le concept*) et leur valeur ajoutée, a atteint 21,7 % en 2016. Il est supérieur à sa moyenne de longue période (1980-2016) et se situe légèrement au-dessus de son précédent point haut de 2008 (*graphique 1*).

Le taux d'investissement des entreprises en services marchands augmente tendancielle-ment depuis le début des années 1980

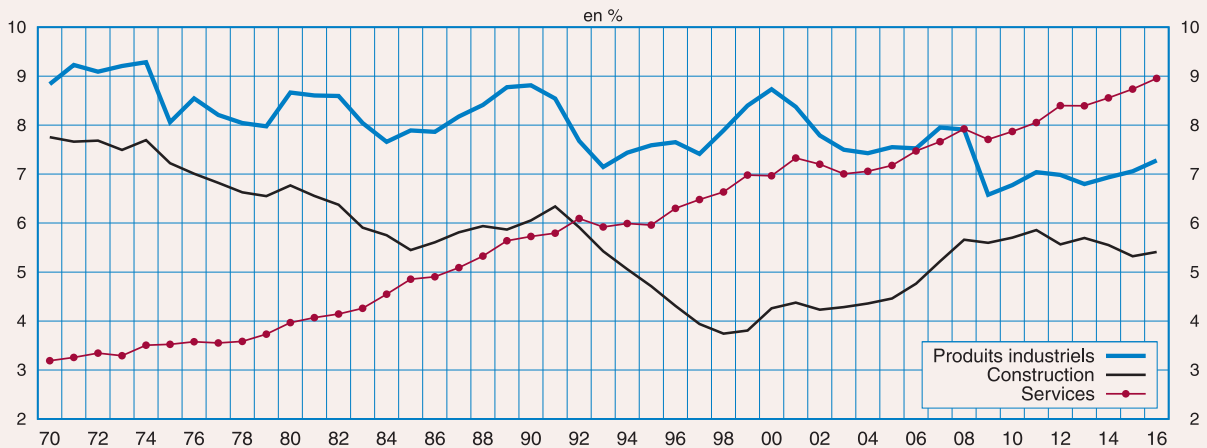
Ce nouveau plus haut niveau s'inscrit dans un contexte conjoncturel favorable à l'investissement mais reflète aussi un phénomène de hausse structurelle du taux d'investissement des entreprises depuis 1980 (+2,1 points depuis lors), notamment en services (*graphique 2*).

1 - Taux d'investissement des entreprises non financières (ENF) et des sociétés non financières (SNF)



Note : le secteur des entreprises non financières réunit en comptabilité nationale les sociétés non financières et les entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

2 - Taux d'investissement des ENF par type de produit



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Ainsi, l'investissement des ENF en services représente 9,0 % de leur valeur ajoutée en 2016, contre seulement 4,0 % en 1980 (tableau 1). Les entreprises ont intensifié leur investissement en information et communication (+3,0 points), surtout en logiciels et services informatiques, ainsi qu'en services aux entreprises (+2,0 points). Pour ces derniers, cela résulte d'une part d'un accroissement des dépenses en études techniques (ingénierie, architecture, etc.) et d'autre part du dynamisme de l'investissement en recherche-développement dans les années 1980 et depuis 2000.

Dans le même temps, de 1980 à 2016, le taux d'investissement des entreprises en produits industriels a diminué : il se situe à 7,3 % en 2016, contre 8,7 % en 1980. Il a baissé pendant la crise de 2008-2009, perdant 1,3 point en une année et ne s'est ensuite pas rétabli. Les entreprises ont notamment réduit leur taux d'investissement en équipements et machines (-1,0 point). Par ailleurs, le taux d'investissement en construction a globalement baissé depuis 1980. Il a augmenté à nouveau depuis la fin des années 1990 mais contribue sur la période 1980-2016 à abaisser le taux d'investissement total de 1,4 point.

Les entreprises ont fortement investi dans les actifs informatiques

Une approche de l'investissement par type d'actif sur le champ des sociétés non financières (cf. *Le concept*) met en lumière l'importance croissante de l'investissement immatériel et, en son sein, le grand dynamisme des dépenses en logiciels spécifiques.

L'investissement des sociétés non financières se divise en trois actifs principaux : les constructions, les machines et équipements et les droits de propriété intellectuelle. En 2016, ces trois actifs forment chacun environ un tiers du total des investissements des SNF. L'augmentation de l'investissement en produits d'information-communication se traduit, par actif, en une hausse du taux d'investissement des SNF en droits de propriété intellectuelle (+3,7 points depuis 1980 ; tableau 2), et en son sein bien plus en « logiciels et bases de données » (+2,8 points) qu'en recherche et développement (+0,7 point). Ce dynamisme provient de l'augmentation de la part des « logiciels spécifiques » produits par les sociétés du numérique ou pour emploi final propre en interne au sein des entreprises.

Tableau 1 - Taux d'investissement des entreprises non financières par type de produits

	en %					
	Taux d'investissement		Variation du taux d'investissement			
	1980	2016	1980-2016	1980-1990	1990-2000	2000-2016
Tous produits	19,6	21,7	2,1	1,2	-0,7	1,6
Agriculture	0,2	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Industrie	8,7	7,3	-1,3	0,1	-0,1	-1,4
Équipements et machines	3,5	2,5	-1,0	0,3	-0,1	-1,1
Matériels de transport	1,9	2,3	0,4	0,2	0,2	0,1
Autres produits industriels	3,3	2,5	-0,8	-0,3	-0,1	-0,3
Construction	6,8	5,4	-1,4	-0,7	-1,8	1,1
Services	4,0	9,0	5,0	1,8	1,2	2,0
Information et communication	1,6	4,6	3,0	0,9	0,8	1,3
Activités immobilières	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services aux entreprises	2,2	4,2	2,0	0,8	0,4	0,8
Autres services	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Tableau 2 - Taux d'investissement des sociétés non financières par type d'actifs (1980-2016)

	en %					
	Taux d'investissement		Variation du taux d'investissement			
	1980	2016	1980-2016	1980-1990	1990-2000	2000-2016
Actifs fixes	22,1	23,3	1,3	0,7	-0,8	1,4
Constructions	8,4	7,5	-0,9	-0,7	-1,8	1,6
Logements	1,8	1,8	0,0	-0,5	-0,2	0,8
Autres bâtiments et ouvrages de génie civil	6,6	5,7	-0,9	-0,1	-1,6	0,8
Bâtiments non résidentiels	4,0	4,0	0,0	0,0	-0,7	0,7
Autres ouvrages de génie civil	2,6	1,7	-0,9	-0,1	-0,9	0,1
Machines et équipements	9,4	7,9	-1,6	-0,1	0,3	-1,7
Matériels de transport	2,5	2,7	0,2	0,1	0,2	0,0
Équipement TIC	0,5	0,6	0,1	0,2	0,2	-0,2
Autres machines et équipements	6,5	4,6	-1,9	-0,3	-0,1	-1,4
Ressources biologiques cultivées	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de propriété intellectuelle	4,1	7,9	3,7	1,5	0,7	1,5
Recherche et développement	2,2	2,9	0,7	0,6	-0,1	0,3
Logiciels et bases de données	1,9	4,7	2,8	0,8	0,8	1,2
Oeuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales	0,1	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

En revanche, s'agissant de l'investissement en machines et équipements, même en y rattachant les services liés (d'étude, d'installation, etc.), demeure le diagnostic d'un niveau de dépenses relatives qui n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise. Enfin, la baisse depuis 1980 dans la construction résulte surtout d'un moindre investissement relatif en génie civil.

La hausse du taux d'investissement en R&D provient surtout de l'effort accru de recherche dans l'industrie, tandis que celle en logiciels traduit la généralisation de l'informatique dans l'économie

L'augmentation de la part des investissements des entreprises dans leur valeur ajoutée globale peut provenir soit d'une augmentation du taux d'investissement de certaines branches, soit d'un poids plus important dans la valeur ajoutée totale de branches d'activité au taux d'investissement déjà élevé.

Le taux d'investissement des ENF (hors activités immobilières) a augmenté de 2,1 points entre 1980 et 2015. Cette hausse provient bien davantage de la forte augmentation du taux de certaines branches d'activité que d'un effet de structure (tableau 3).

L'augmentation du taux d'investissement est particulièrement forte dans la fabrication de machines et équipements (+18 points entre 1980 et 2015), dans celle de matériels de transport (+13 points) et dans celle des « autres industries » (+6 points ; tableau 3). Compte tenu de son poids important, cette dernière contribue le plus parmi les branches industrielles à

l'augmentation d'ensemble (+0,7 point). Dans ces trois branches de fabrication de biens, l'augmentation du taux d'investissement provient principalement d'une forte hausse de l'effort d'investissement en recherche et développement. Malgré la baisse du poids de ces branches dans la valeur ajoutée, le dynamisme de leurs dépenses de recherche et développement contribue pour l'essentiel à l'augmentation d'ensemble.

Dans les services, le taux d'investissement a aussi nettement augmenté dans l'information-communication (+17 points depuis 1980), contribuant pour +1,3 point à la hausse d'ensemble. Dans cette branche, l'effort relatif d'investissement a fortement augmenté tant dans l'édition, audiovisuel et diffusion, les télécommunications que les activités informatiques et services d'information. L'investissement de ces branches est très dynamique depuis 2000, en particulier l'investissement en logiciels, qui contribue à lui seul pour l'essentiel à la hausse du taux d'investissement de ces branches.

Au total depuis 1980, la hausse du taux d'investissement des entreprises provient surtout d'une intensification des efforts de recherche-développement des entreprises et de l'informatisation croissante des technologies de production, dans la branche informatique elle-même et plus généralement dans l'ensemble des branches marchandes. Ce processus d'informatisation reste dynamique, signalant une technologie de production en cours de transition. ■

Tableau 3 - Taux d'investissement des ENF par branche (1980-2015)

en %

	Taux d'investissement			Contributions des branches à l'évolution du taux d'investissement					
	1980	2015	1980-2015	1980-2015			1980-1990	1990-2000	2000-2015
				Contribution	Effet de variation du taux	Effet de structure	Contribution		
Total	16,4	18,5	2,1	2,1	2,1	0,0	1,2	0,2	0,7
Agriculture	30,6	36,4	5,8	-0,3	0,2	-0,5	-0,3	0,1	0,0
Industrie	21,8	28,3	6,5	1,0	1,6	-0,6	0,9	0,0	0,2
Énergie, eau, déchets	45,5	42,9	-2,7	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,2
Industrie agro-alimentaire	15,0	12,2	-2,8	-0,1	-0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0
Cokéfaction et raffinage	15,9	52,7	36,7	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Biens d'équipement	26,2	43,6	17,5	0,2	0,7	-0,4	0,4	0,2	-0,4
Matériels de transport	33,9	47,0	13,1	0,3	0,3	0,0	0,3	0,1	-0,1
Autres branches industrielles	14,9	20,5	5,6	0,7	0,7	0,0	0,3	0,0	0,4
Construction	9,1	7,1	-1,9	0,0	-0,2	0,2	0,2	0,1	-0,3
Services marchands hors immobiliers et financiers	12,8	15,9	3,2	1,3	1,6	-0,3	0,5	0,0	0,8
Commerce	7,2	9,0	1,8	0,4	0,3	0,1	0,1	0,0	0,3
Transport	22,0	24,3	2,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Hébergement-restauration	14,4	10,4	-4,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Information-communication	15,6	32,4	16,8	1,3	1,1	0,2	0,3	0,3	0,7
Services aux entreprises	14,4	16,8	2,3	0,2	0,4	-0,1	0,3	0,0	0,0
Services administratifs	11,6	6,9	-4,7	-0,6	-0,2	-0,3	-0,1	-0,1	-0,3
Services aux ménages	11,1	13,4	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1

Champ : entreprises non financières, branches d'activité hors activités immobilières

Note : la contribution de chaque branche à l'évolution du taux d'investissement des ENF se décompose en un effet de variation de taux de la branche et un effet de structure, lié au changement du poids de la branche dans la valeur ajoutée. Ces contributions sont calculées ici selon la méthode proposée par J.-P. Berthier (2002).

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Bibliographie

Berthier J.-P. (2002), « Réflexions sur les différentes notions de volume dans les comptes nationaux », *Document de travail* n° 8, Insee.

Lavergne A. et **Méot T.** (2015), « Trente-cinq ans de services d'information et de communication - L'essor des logiciels », *Insee Première* n° 1575. ■

Le concept**La mesure de l'investissement a été progressivement élargie à de nouveaux types de dépenses**

L'investissement, ou formation brute de capital fixe, désigne les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes, corporels ou incorporels, issus de processus de production et utilisés de manière répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

À l'origine, la comptabilité nationale limitait la formation brute de capital fixe aux investissements matériels et excluait les services. Les dépenses de logiciels ont été ajoutées à l'investissement à partir du Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 1993), puis celles de recherche-développement et d'acquisition de bases de données à partir du SCN 2008. Les dépenses en logiciels, très dynamiques depuis le début des années 1980, se décomposent en « traitements de données et portails Internet », « logiciels standards » et « logiciels spécifiques ». Les logiciels spécifiques sont aussi intégrés à l'investissement lorsqu'ils sont développés en interne. Ils correspondent dans ce cas à une production pour emploi final propre et représentent actuellement environ un tiers de l'investissement en logiciels (Lavergne et Méot, 2015).

La comptabilité nationale mesure les investissements selon le type de produit et selon le type d'actif. Le « produit » renvoie au secteur d'activité réalisant le produit acheté pour l'investissement. L'actif désigne quant à lui le type de patrimoine valorisé par l'investissement. Par exemple, lorsqu'une entreprise a recours à un architecte pour la construction de nouveaux établissements, elle investit à la fois dans le produit « service d'architecture » et dans l'actif « bâtiment non résidentiel ». La part des investissements selon le type d'actif n'est pas calculée sur le champ des entreprises non financières car celles-ci sont en partie composées d'entrepreneurs individuels dont le patrimoine est difficilement dissociable de leur patrimoine détenu en tant que ménages. Elle est toutefois disponible sur le champ des seules sociétés non financières (SNF), l'évolution globale du taux d'investissement sur ce champ étant similaire à celle sur le champ des ENF (+1,3 point entre 1980 et 2016). ■